

Austérité renforcée pour tout le monde

Pendant que Fillon mitonne son nouveau plan de rigueur, les régions (21 sur 22 sont dirigées par le PS et sa majorité d'union de la gauche) préparent leur budget 2012. Celui de la Région Ile de France, (gouvernée par le PS, les Verts et le Front de Gauche) sera parfaitement conforme aux exigences du capital. Ainsi le document préparatoire du budget 2012 prête-t-il une grande attention à l'avis de l'agence Standart et Poor's : « compte tenu des contraintes de plus en plus fortes et des incertitudes grandissantes, l'agence standart et Poor's a assorti sa note AAA d'une perspective négative ».

La région non seulement accepte ce constat mais l'intègre dans sa stratégie et parle de la nécessité de choix difficiles pour maintenir les équilibres financiers. En premier choix il s'agit tout simplement de « maîtriser les dépenses de personnel ». D'entrée de jeu, la région s'engage comme l'Etat à taper sur les fonctionnaires territoriaux. La suite des « contraintes » ne tardera pas à suivre.

Cette similitude de vue, montre une chose, c'est que si l'on ne s'attaque pas à la politique du capital, on fait sa politique !

Sécurité Sociale :

Des milliers d'emplois menacés

La Cour des Comptes présidée par le dirigeant socialiste D. Migaud, vient de rendre son rapport 2011 sur les dépenses de Sécurité Sociale. Elle estime que les mesures prises pour réduire le personnel et développer la productivité ne sont pas assez ambitieuses. **Elle demande que soient « levés les freins en matière de personnel ».**

Où veut-elle en venir ?

Depuis 2005, plus de 6.500 emplois ont été supprimés par le non remplacement des départs en retraites. Elle estime que dans les 5 ans à venir, **10% des effectifs devront être supprimés soit plus de 15.000 emplois.** Elle recommande de nouvelles fermetures de caisses de Sécurité Sociale dans les départements. A Paris, 11 bureaux supplémentaires vont être fermés. **Elle demande de modifier les conventions collectives trop rigides.** C'est ce que D. Migaud et ses collègues appellent « une politique dynami-

que de mobilité fonctionnelle de personnels » !

Bel aperçu de la politique « sociale » du parti socialiste.

À la soupe Mélenchon!

Il avait juré ses grands dieux qu'il n'y aurait pas d'accord avec le PS avant le deuxième tour de la présidentielle et des législatives, ce qui était déjà condamnable. Mais les choses évoluent et derrière les rodomontades, il y a le principe de réalité : combien d'élus et de ministres ?.. Aussi l'intransigeance se fait moins forte. Mélenchon et son parti de gauche viennent d'écrire au PS et aux Verts pour négocier dès le premier tour un accord concernant certaines circonscriptions aux législatives. Le PCF avait déjà pris les devants dans ce sens. Rien à attendre de tout cela. **Un candidat révolutionnaire c'est celui de la lutte sans compromis contre le capital et sa poli-**

La lutte paie

GOODYEAR Les militants CGT sont réintégrés !

Sur la zone industrielle Nord d'Amiens, le petit village gaulois continue la lutte. Il va aller chatouiller le géant américain sur ses terres.

Lisez la suite de l'article « GOODYEAR » publié le 10 novembre sur notre site :

www.sitecommunistes.org

A Paris 15 : Après 17 jours de grève, la Poste recule

Les facteurs de Paris 15 ont décidé de reprendre le travail avec un résultat non négligeable, par exemple l'embauche de 4 CDD en CDI, pas d'auto-remplacement inopiné (ce que la poste appelle dans son jargon destructeur à l'opinel : « la sécabilité inopinée ! »). Une partie des jours de grèves sera payée.

Une fois de plus la lutte démontre que le seul langage que les directions connaissent c'est l'action. C'est vrai également à Paris 12, où après 1 journée de grève, la Poste a lâché 2 CDD en CDI et annulé l'auto-remplacement inopiné prévu.

ETHICON filiale du groupe US de pharmacie à Anneau (Eure et Loir) s'est vu refuser par la justice, 365 licenciements pour « absence de motifs économiques ». Une première qui fait suite à la lutte des salariés.

HONEYWELL l'équipementier auto américain a dû renoncer à la fermeture en juin 2013 de son usine de Condésur-Noireau et aux 325 licenciements prévus. L'action des salariés a payé. Elle se poursuit pour obtenir la pérennité du site.

CREDIT MUTUEL ARKEA Les salariés des secteurs Bretagne, Massif Central, Sud Ouest, arrachent 102 euros d'augmentation par mois après 11 jours de grève.

GENERAL MOTORS Suite à de multiples actions, le secrétaire du syndicat CGT retrouve son poste de travail après quatre années de « placard ».

Eaux de PARIS Les 900 salariés des Eaux de Paris sont en grève illimitée pour obtenir la fin des disparités de traitement parmi le personnel.